



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RAON CIRCULAR REGENERATION

146 Rue Jean Mermoz
88100 Sainte-Marguerite

Références : S-24-780RP

Code AIOT : 0006202417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement RAON CIRCULAR REGENERATION implanté Rue Emile Zola 88110 Raon-l'Étape. L'inspection a été annoncée le 31/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de la société et plus particulièrement de la mise en sécurité du site et de l'évacuation des déchets d'exploitation. L'inspection a plus particulièrement porté sur l'évaluation financière de l'élimination des déchets et du stock de polyéthylène encore présents sur le site.

La vente aux enchères des biens a bien été réalisée le 04 avril 2024. A ce jour, seul le ferrailleur est encore présent sur le site et ce jusqu'en décembre 2024.

Les opérations de démantèlement se font sous la surveillance de M. VIGREUX.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAON CIRCULAR REGENERATION
- Rue Emile Zola 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de la papeterie a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010. Au cours de ces dix dernières années, la papeterie a été placée à plusieurs reprises en redressement judiciaire. Le dernier date du 07 février 2023 et a été converti en liquidation judiciaire le 28 mars 2023. Le contrôle a porté sur les conditions de mise en sécurité du site ainsi que sur le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la vente aux enchères, il n'y a pas de reprise de la machine à papier. Par conséquent, la papeterie va cesser définitivement son activité.

Il convient donc à Maître VOINOT de lancer la procédure de cessation d'activité définie aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement et de transmettre les documents suivants :

- **La notification de cessation d'activité :**

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

- **L'ATTES SECUR :**

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

- **L'usage futur du site :**

I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observation dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III. A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

[...]

- **Le mémoire de réhabilitation et l'ATTES MEMOIRE :**

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) les mesures de gestion des milieux ;

b) les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) en tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs

[...]

- **L'ATTES TRAVAUX :**

Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6	Demande d'action corrective	3 mois
2	Stock de PE	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1er	Consignation	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au passage de SUEZ, un devis de l'élimination de déchets et du stock de polyéthylène sera transmis courant juillet au service de l'inspection des installations classées. A réception du devis, le service de l'inspection proposera d'engager une procédure de consignation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site.
Constats : L'inspection constate que le liquidateur, représentant du dernier exploitant, n'a pas encore réalisé la notification de cessation définitive d'activité. Concernant les déchets, le service de l'inspection des installations classées a fait le tour de l'ensemble de l'usine afin de faire le point sur les déchets à évacuer (déchet, boues épandables, vidange STEP...). La société SUEZ, présente le jour de l'inspection, transmettra courant juillet le coût d'élimination de déchets présent sur le site. A noter que la société SUEZ sera peut-être amenée à prendre des échantillons des boues encore présentes sur la plateforme de stockage en vue de leur valorisation. Dans ce cas, il sera pris contact avec le liquidateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient au liquidateur, représentant du dernier exploitant, d'assurer la notification de la cessation définitive d'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stock de PE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1er
Thème(s) : Autre, Stock de PE
Prescription contrôlée : La mise en demeure portait sur : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation des déchets de polyéthylène, dont le stock dépassait le volume maximal de 1 200 m³.
Constats : Le stock de polyéthylène (PE) est toujours présent sur le site, il n'y a eu aucun enlèvement depuis la dernière visite du 29 mars 2024. La société SUEZ, présente le jour de l'inspection, va transmettre courant juillet une évaluation du tarif d'élimination de l'ensemble du stock de PE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : -